

COMMUNIQUE DE PRESSE



*Collectifs non aux pétrole et gaz de schiste et de houille**

<http://www.nongazdeschiste.fr/>

11 octobre 2013

Les collectifs locaux, communiquent :

Pour en finir vraiment avec le « gaz » de schiste !

Une semaine après la publication du dernier rapport du Giec, suite à l'adoption mercredi 9 octobre dernier, par le Parlement européen de propositions visant à durcir les termes de la Directive 2011/92 sur les études d'impact environnemental, **nous prenons acte de la décision du Conseil Constitutionnel de déclarer conforme à la Constitution les articles 1 et 3 de la loi du 13 juillet 2011.**

C'est une bonne nouvelle, cependant, des voix dont celle du Président, se sont déjà élevées pour souligner que cette loi comporte d'autres articles qui prévoient l'installation d'une « Commission nationale d'orientation... » et des « expérimentations réalisées à seules fin de recherche scientifique sous contrôle public ». Nous avons toujours alerté sur le danger qu'elles représentent : la porte ouverte à l'exploration, et donc à terme à l'exploitation par une technique d'un autre nom mais aux mêmes impacts.

De plus, l'insistance de certains dès ce matin à promouvoir le gaz de houille présenté de manière fallacieuse comme ne requérant pas de fracturation hydro-chimique est de nouveau ici dénoncée.

Enfin, nous rappelons que la France comme tous les états membres de l'UE, a donné mandat à des fonctionnaires européens pour négocier le futur « **Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement** ». Ce traité protégera à terme les brevets et les technologies des transnationales de formes « d'expropriation indirecte » induites par des législations nationales restrictives pouvant nuire à l'expansion des firmes et de leurs profits. Ainsi dans le cadre de l'Alena le pétrolier Lone Pine réclame 250 millions de dollars au Canada suite au moratoire sur l'exploitation des gaz de schiste du Québec.

La loi de 2011 pourrait donc dans un proche avenir, être supplantée par les termes de ce traité.

C'est pourquoi dans un premier temps, nous appelons à amplifier les mobilisations contre l'exploration et l'exploitation des hydrocarbures, de quelque nature qu'ils soient. Les actions programmées à Montélimar, Toulouse, Saint-Claude, Lille, Montereau, Etampes et Paris ce 19 octobre, journée mondiale contre la fracturation hydraulique et l'extractivisme, n'en revêtent aujourd'hui que plus d'importance.

Dès à présent nous appelons le gouvernement à la cohérence de l'esprit de la loi, et donc à :

- **abroger les permis** visant de manière implicite l'exploration d'hydrocarbures non conventionnels actuellement en cours. Notamment ceux du Bassin d'Alès, de Seine-et-Marne, du Jura... ;
- **arrêter de délivrer de nouveaux permis** de recherche comme il le fait depuis le 27 août ;
- **trouver des réponses juridiques stables et pérennes pour rejeter définitivement les dizaines de demandes d'octroi (118 !), de prolongation et de mutation de permis.**

Nous l'appelons aussi à prendre des mesures afin de d'empêcher de nuire certaines sociétés, telles que Total ou Perenco qui, faute de pouvoir exploiter les hydrocarbures non conventionnels dans notre pays, se tournent vers d'autres terrains de part le monde, en Pologne, en Tunisie, en Argentine, etc.

Les promoteurs de l'extractivisme nous parlent de « raison » pour justifier leurs projets d'exploration et d'exploitation des hypothétiques nouvelles sources d'énergie qui seraient pour l'indépendance énergétique et la compétitivité du pays une solution miracul(g)e à nos besoins. **Nous répondons aux côtés des experts du Giec, des lucides économistes, toxico-chimistes et géologues ; aggravation des dérèglements climatiques, mise en danger des écosystèmes, de notre santé, et en fin de compte de nos vies.**

Contacts presse

Ile-de-France, [Philippe Pascot : 06 78 08 99 07](tel:0678089907)

Nord, [Christine Poilly : 06 21 68 30 87](tel:0621683087)

Sud-Ouest, [Sylviane Baudois : 06 83 20 51 96](tel:0683205196)

Sud-Est, [Alain Roubineau : 06 73 94 66 97](tel:0673946697)

* Collectifs citoyens opposés à l'exploration et à l'exploitation des hydrocarbures « non conventionnels », à la fracturation du sous-sol, aux forages extrêmes et appelant à une véritable transition énergétique pérenne.